

**DALOA, N° 122 BIS du 2/06/2004**

**A.U. RECOUVREMENT DES CREANCES : art. 10, alin. 2 – POINT DE DEPART DU DELAI  
D'OPPOSITION A LA SAISIE-VENTE ; art. 11, alin. 2 – ASSIGNATION A COMPARAITRE A UNE  
DATE FIXEE A PLUS DE TRENTE JOURS A COMPTER DE L'OPPOSITION – DECHEANCE DU  
DROIT DE FAIRE OPPOSITION**

COUR D'APPEL DE DALOA

PREMIERE CHAMBRE CIVILE ET COMMERCIALE

YF/

ARRET CIVIL

CONTRADICTOIRE

N° 122 BIS/04

Du 02/06/2004

N° 137/04

DU ROLE GENERAL

Objet :

APPEL CONTRE LE JUGEMENT N°303/03 DU 21/11/2003 DU TRIBUNAL DE PREMIERE  
INSTANCE DE DALOA

AUDIENCE DU 02 JUIN 2004

COMPOSITION DE LA COUR :

PRESIDENT : Monsieur ANIBIE KAKRE ZEPHIRIN,

CONSEILLERS : MESSIEURS CISSOKO AMOUROULAYE ET SERI BALET PATRICK, AVOCAT

GENERAL: Monsieur BAKAYOKO IBOUREHIMA,

GREFFIER : Maître KOUAKOU KOUAKOU ;

LES PARTIES

APPELANT : TY SETEMOHI François, Comptable, gérant de la boulangerie PANIDA, domicilié à  
DALOA BP 1167 DALOA Tel : 05-66-53-22

INTIMEES : Côte d'Ivoire TELECOM. S.A., ayant son siège social à l'immeuble POSTEL 2001, rue  
LECOEUR, Abidjan-Plateau, 17 BP 275 Abidjan 17 ;

LA COUR

Vu les pièces du dossier ;

Vu l'arrêt avant-dire-droit N° 34 du 28/01/2004 ;

Vu les conclusions écrites du Ministère Public ;

Vu les conclusions des parties ;

Ensemble l'exposé des faits, procédures, prétentions des parties et motifs ci-après ;

Après avoir délibéré conformément à la loi ;

I. DES FAITS, DE LA PROCEDURE, DES PRETENTIONS ET DES MOYENS DES PARTIES

Donnant suite à une requête aux fins d'injonction de payer à lui présentée par la Société Côte d'Ivoire  
TELECOM S.A, (ayant pour conseil maître BOKOLA Chantal, Avocat à la Cour) le Président du  
Tribunal de DALOA, suivant ordonnance d'injonction de payer n°148/00 en date du 13 mars 2000  
condamnait le sieur TY SETEMOHI François à payer à la Société Côte d'Ivoire TELECOM la somme  
de 1.736.038 F CFA représentant le montant des factures de consommation et frais d'entretien de  
téléphone.

Sur opposition formalisée par le sieur TY SETEMOHI François contre ladite ordonnance d'injonction  
de payer, le Tribunal de Première Instance de DALOA, suivant jugement civil contradictoire N°303 en  
date du 21/11/2003 déclarait ladite opposition irrecevable au motif qu'elle n'a pas été faite dans le  
délai prescrit par la loi.

Suivant exploit d'huissier en date du 18/12/2003 TY SETEMOHI François relevait appel contre le  
jugement susmentionné.

Au soutien de son appel, il fait grief au premier Juge de s'être fondé sur l'article 10 alinéa 2 de l'Acte  
Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution  
pour déclarer son opposition irrecevable alors et surtout fait-il observer que toutes les significations et  
même la saisie vente ont été faites au moment où il était en voyage en France, et ce n'est qu'à son  
retour de France, ayant appris l'existence de la procédure contre lui qu'il a formalisé son opposition  
qu'au total, il prie la Cour de reformer la décision querellée en ce qu'elle a déclaré son opposition  
irrecevable ;

Pour sa part, par la Société Côte d'Ivoire TELECOM S.A par le canal de son conseil Maître BOKOLA  
Chantal, Avocat à la Cour, prie la Cour, d'une part de confirmer la décision querellée en ce qu'elle a  
déclaré irrecevable l'opposition de TY SETEMOHI François conformément aux dispositions de

l'article 10 alinéa 02 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

Et d'autre part de le déclarer déchu de son droit de faire opposition conformément à l'article 11 alinéa 02 dudit acte qui impose à l'opposant se servir assignation à comparaître devant la juridiction compétente à une date fixe qui ne saurait excéder le délai de 30 jours à compter de l'opposition, faute de quoi, il est déchu de son droit de faire opposition ;

Qu'en l'espèce, l'opposition, ayant été faite le 20 août 2003 pour un ajournement fixé au 03 octobre 2003 excède largement le délai de 30 jour imposé par l'article 11 alinéa 02 suscité ; qu'il en résulte que l'opposition de l'appelant est déchu de son droit de faire opposition ;

Le Ministère Public a quant à lui conclu en date du 14/04/2004 d'une part la confirmation du jugement querellé et d'autre part à la déchéance du droit de faire opposition de l'appelant pour non respect des délais prévus aux articles 10 et 11 alinéa 02 dudit Acte Uniforme précité ;

## II. MOTIFS

1. Sur l'irrecevabilité de l'opposition tirée du non respect du délai de l'article 10 alinéas 2 de l'Acte Uniforme ;

Considérant en l'espèce que c'est à tort que le premier juge a fait grief à l'appelant de n'avoir pas respecté le délai de l'article 10 alinéa 02 de l'Acte Uniforme et a déclaré conséquemment son opposition irrecevable ;

Qu'en effet, le procès-verbal de la saisie vente établi par Maître FOFANA YOUSOUF, huissier instrumentaire de la Société Côte d'Ivoire TELECOM S.A a été fait le 02 janvier 2000 ; soit plus de deux mois plus tôt avant que n'intervienne l'ordonnance d'injonction de payer N° 148/00 qui, datée du 13 mars 2000, n'a été revêtue de la formule exécutoire que le 12 avril 2002 ; qu'il en résulte qu'une telle saisie-vente dont le support juridique n'existait pas au moment où elle a été faite, ne pouvait servir comme point de départ du délai pour faire opposition ;

2. Sur la déchéance du droit de faire opposition, tirée du non respect du délai de l'article 11, alinéa 02 de l'acte Uniforme ;

Considérant par ailleurs qu'il est constant comme résultant des pièces du dossier que par exploit d'huissier en date du 20 août 2003, le sieur TY SETEMOHI François a formé opposition le 20 août 2003 contre la décision d'injonction de payer N°148/00 en date du 13 mars 2000 pour un ajournement au 03 octobre 2003 ;

Mais, considérant qu'aux termes de l'article 11 alinéa 02 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

L'opposant est tenu, à peine d'échéance et dans le même acte que celui de l'opposition de servir assignation à comparaître devant la juridiction compétente à une date fixe qui ne saurait excéder le délai de 30 jours à compter de l'opposition ;

Considérant en l'espèce qu'en ajournant au 03 octobre 2003 le sieur TY SETEMOHI François a largement excédé le délai de 30 jour prévu par le texte suscité ; il en résulte qu'il est déchu comme le soutien l'intimé, de son droit de faire opposition ;

Considérant pour finir que le premier juge est resté muet sur le deuxième chef de demande du défendeur à l'opposition, relatif à la déchéance de l'opposant de son droit de faire opposition, qu'au total, pour des raisons suscitées, il écherra d'infirmer la décision querellée en toutes ses dispositions ;

Et statuant à nouveau de dire que le sieur TY SETEMOHI François est déchu de son droit de faire opposition pour violation des dispositions impératives de l'article 11 alinéa 2 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

Considérant que l'appelant succombe, les dépens seront mis à sa charge ;

## PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière civile et commerciale et en dernier ressort ;

### 1. EN LA FORME

Constate que par arrêt avant-dire-droit n°34 en date du 28/01/2004 la Cour de céans a déclaré irrecevable l'appel du sieur TY SETEMOHI ;

### 2. AU FOND

Infirme le jugement querellé en toutes ses dispositions ;

### 3. Statuant à nouveau

Dit que le sieur TY SETEMOHI est déchu de son droit de faire opposition ;

Le condamne aux dépens ;

Prononcé publiquement par le Président de la Chambre les jour, mois et an que dessus ;

Lequel Président a signé la minute avec le Greffier ;